

CIBLE

Terrorisme

Est-ce la guerre, comme l'a déclaré M. Chirac après l'attentat de l'Hôtel de ville ? La formule fait mouche. Elle ne dit pas cependant la véritable nature de la menace qui pèse sur notre pays.

La guerre classique a pour enjeu la conquête ou la défense de territoires. La guerre subversive cherche à s'emparer des esprits, puis à faire tomber le pouvoir. Le terrorisme « importé », auquel nous sommes exposés, est l'acte de ceux qui ne peuvent pas faire la guerre à de trop puissantes nations, ni provoquer en elles une révolution. Son objectif est de faire plier le pouvoir, en frappant une population qu'il n'est pas possible de protéger dans son ensemble et en tous lieux. D'où le désarroi, et l'incertitude quant à la riposte appropriée. Il ne sert à rien de jouer les fiers-à-bras, en déclarant qu'on va terroriser les terroristes. Et les changements de gouvernements laissent la question en l'état.

Dès lors comment résister ? Tout repose sur le pouvoir, et sur le comportement des médiateurs entre celui-ci et l'opinion. L'unité du pouvoir, la solidarité des responsables politiques, sont indispensables pour qu'une peur justifiée ne dégénère pas en panique et en vengeances aveugles. Il semble que cela soit enfin compris.

COHABITATION

La crise est-elle impossible ?



Débat

L'avenir des intellectuels

(page 9)

Social

Les petits boulots : oui, mais encore

(page 3)

Après Tchernobyl Tout est normal en Pologne

La presse internationale a suivi avec attention les retombées administratives et politiques de la catastrophe de Tchernobyl mais elle n'a pu traiter qu'allusivement les conditions de vie qui en ont découlé pour les populations proches, à cause de l'embargo sur les informations concernant la pollution ionisante réelle dans ces pays. Nous avons vu en France que cette carence n'était pas l'apanage des nations sous tutelle soviétique, mais il faut mesurer ce que le poids de la censure d'Etat ajoute encore au musellement des experts, et aux épreuves des populations. Voici quelques extraits de lettres qui nous sont parvenues de Pologne discrètement en juillet et que nous versions au dossier de la désinformation sur le nucléaire.

Une de nos connaissances travaille dans l'industrie laitière. Elle dit que la contamination du lait est encore aujourd'hui supérieure à la norme. La télévision prétend le contraire depuis le début des événements. Ce lait est vendu chez les détaillants. Elle-même n'en boit pas.

Alors que les experts occidentaux se penchent sur le rapport fourni à Genève par les Soviétiques, les populations des pays de l'Est vivent dans une inquiétude accrue par les mensonges évidents de la propagande officielle.



Des magasins pleins... mais de quoi ?

« D'après les médecins, les hôpitaux seront bientôt pleins ».

Officiellement la situation est normale, comme toujours (...). Selon des prêtres et des médecins hospitaliers, les choses les plus nécessaires aux Polonais sont, dans l'ordre d'urgence : 1/ Des médicaments (suit une liste de 18 spécialités pharmaceutiques et de 10 appareils ou équipements médicaux dont nous tenons une copie à la disposition des lec-

teurs). 2/ Du lait en poudre et des aliments pour bébés et enfants en bas âge, sous emballage fermé. En effet, dans les magasins, le lait en poudre est contingenté et réservé aux nourrissons. Cela ne suffit pas. Les paroisses en distribuent aux enfants jusqu'à 3 ans. 3/ Des vêtements d'enfants. »

Et maintenant, quelques informations sur Mai : vous savez ce que l'on disait à la télévision polonaise. En réalité, les

mesures officielles mettaient en évidence une contamination hautement nuisible à la santé. Le gouvernement le savait, puisqu'il a ordonné discrètement de labourer tout les champs de fraisiers dans les régions de l'Est et qu'il a interdit aux agriculteurs de commercialiser leurs produits, miel compris. Cette interdiction est toujours en vigueur.

Or les magasins étaient pleins de fraises, de cerises, etc., dont un ami physicien nous a assuré qu'elles avaient subi une irradiation au-delà des seuils de sécurité. Notamment le cassis que l'on vend actuellement. Pour les enfants, les conséquences sont graves. Les magasins affichent : « ici tous les fruits et légumes proviennent de la serre ». La chose est radicalement impossible. C'est de la barbarie que de l'affirmer. »

Ces sources d'information nous sont personnellement connues. Certaines sont proches des milieux médicaux et scientifiques polonais.

L.G.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Tout est normal en Pologne - p.3 : Petits boulots - p.4 : sortir des SALT - p.5 : la rencontre d'Ifrane - p.6-7 : entretien avec Michel Serres - p.8 : Ariès ou la liberté de l'esprit - p.9 : L'avenir des intellectuels - p.10 : Catherine Lara - Le duc de Castries - p.12 : La monarchie implicite.

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

« Petits boulots »

Le gouvernement voit trop petit

Malgré l'annonce à grands fracas des mesures d'assouplissement du code du Travail, la lutte contre le chômage n'est pas encore commencée.

Cette année, plus que jamais, la préoccupation première du gouvernement pour la rentrée sociale aura été le chômage. Après les chiffres rendus publics par l'INSEE fin août, selon lesquels il y avait, fin juillet, en données corrigées des variations saisonnières, 2,5 millions de demandeurs d'emplois (soit 10,5% de la population active), il devenait nécessaire de contre-attaquer. D'où une série de propositions annoncées à grand renfort de publicité par le ministre des Affaires sociales et de l'Emploi.

Cela signifie-t-il que le gouvernement se décide enfin à prendre des mesures efficaces pour résorber le chômage ? Pour l'instant il s'agit davantage de faire du bruit autour des mesures destinées à endiguer l'augmentation du nombre de demandeurs d'emplois pour présenter, fin 87, à la veille des présidentielles, un bilan pas trop mauvais. Mais le gouvernement ne remet pas en cause l'idée qu'il y aurait aujourd'hui un chômage incompressible de 2,5 millions de personnes.

La première série de mesures concerne l'emploi des jeunes : des allègements provisoires de charges sociales sur les salaires versés à des jeunes de 16 à 25 ans nouvellement embauchés. Mais pour inciter les entreprises à créer des emplois, encore faut-il qu'il y ait des raisons de produire davantage. Or la croissance de la production nationale ne sera pas, en 1986, de beaucoup supérieure à celle de 1985.

La deuxième série de mesures a trait au travail précaire. Le 6



Les « petits boulots » : oui, mais encore...

août, le conseil des ministres adoptait l'ordonnance sur « les facilités d'embauche », ou pour être plus précis, un texte assouplissant les conditions de recours aux contrats à durée déterminée. Ce texte a peu de chances d'aboutir à la création d'emplois nouveaux mais permettra au gouvernement de dégonfler les chiffres du chômage. Comme l'a souligné Alain Guichard, responsable du secteur Emploi-Formation à la CGT, « la multiplication de ces activités précaires vise davantage à diminuer les in-

scriptions à l'ANPE, sans pour autant offrir d'emplois stables ». Il est, entre autres choses, beaucoup plus difficile de faire valoir ses droits à l'assurance chômage au sortir d'un emploi précaire, qu'après un licenciement d'une place stable.

Enfin, la dernière série de mesures consiste à favoriser l'émergence de ces « petits boulots », selon l'expression de M. Gattaz, ou « emplois périphériques » selon M. Seguin. On espère ainsi faire sortir du secteur du « travail au noir » les heures de travail consacrées au ménage, à la garde des enfants, au bricolage ou à l'arrosage des plantes et multiplier l'offre de ce genre de services que les artisans traditionnels sont incapables de rendre. Il ne s'agit pas pour nous de critiquer ces mesures qui correspondent, dans notre société, à une demande importante. (Encore souhaiterait-on des garde-fous plus sérieux pour limiter les excès d'employeurs sans scrupules, qui ne sont pas toujours de « petits patrons » mais aussi, parfois, de grandes entreprises nationales). Il est préférable pour un chômeur de faire des « petits boulots » ou de signer des contrats à durée déterminée, pour ne pas se couper définitivement du monde du travail plutôt que d'attendre chez lui, à ne rien faire, une hypothétique vraie lettre d'embauche. Mais il est regrettable que le gouvernement fasse de ces palliatifs son seul et unique cheval de bataille dans la lutte contre le chômage. Il avoue ainsi son impuissance à mettre en œuvre une politique à long terme de l'emploi et se réfugie dans des mesures conjoncturelles et, pour tout dire, basement électoralistes.

Patrice LE ROUE

Partis

État des lieux

Le Parti communiste rien ne va plus. D'échecs électoraux en crises internes, il se trouve aujourd'hui dans une situation qu'il ne peut plus contrôler. D'ailleurs, Georges Marchais a reconnu, à demi-mot, que son parti allait encore perdre des plumes lors de la prochaine présidentielle. Voici le P.C. marginalisé, sans doute de façon définitive.

La trajectoire de l'U.D.F. est elle aussi périlleuse. C'est que plusieurs mains fébriles tentent de saisir les rênes d'un attelage incohérent. Léotard, Giscard et même Rossinot ont donné pour la rentrée politique un spectacle déconcertant, tandis que Barre faisait sentir combien son silence était pesant. Comme l'heure des libéraux, tant carillonnée au printemps dernier, n'a pas marqué le temps du miracle ni même de l'embellie, on se laisse aller à penser qu'elle n'a été qu'un coup de bluff. Nul doute que le R.P.R., qui marche comme un seul homme derrière un patron incontesté, saura tirer tout le fruit de la cacophonie UDF. Reste le Parti socialiste, qui ne sait pas très bien sur quel pied danser, puisque qu'une opposition totale lui est interdite. Dans ses rangs aussi, des barons s'agitent, aimantés qu'ils sont par l'élection présidentielle. Mais la référence à François Mitterrand permet de sauver les apparences de l'unité. Que le Président se représente, et tout ira bien. Qu'il se retire, et la lutte interne sera aussi périlleuse qu'à l'UDF.

La logique de l'élection présidentielle a des effets ravageurs : elle est en train de disloquer ou de détruire la plupart des partis.

Y.L.

Armements

Sortir des «Sait»... pour négocier utilement

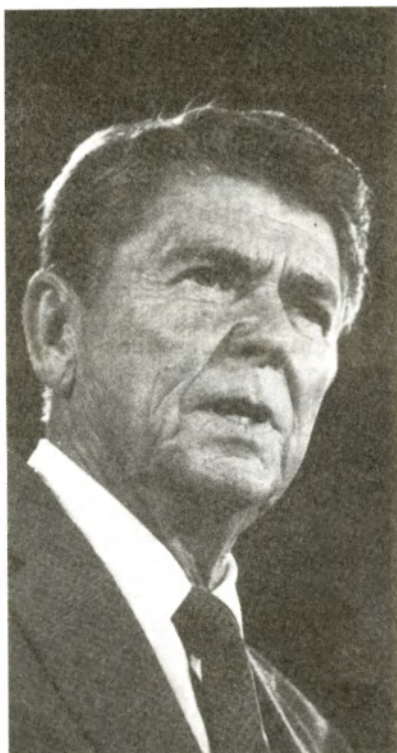
On constate que l'annonce faite par le président Reagan de son intention de sortir de SALT II, conclu entre Carter et Brejnev (1), a été plus mal reçue par l'opinion, américaine et européenne, que l'I.D.S.. Ceci paraîtra d'autant plus étonnant que nul accord n'a été plus critiqué à l'époque tant au Congrès qui ne l'a jamais ratifié (à cause de l'Afghanistan) qu'au sein de l'Alliance atlantique. Mais ceci s'explique dans la mesure où il est toujours plus facile de parler de défense que d'attaque alors même que la crédibilité de la dissuasion repose sur la seconde et est réduite par la première.

SALT II fixe des plafonds quantitatifs et qualitatifs aux armes stratégiques offensives. En sortir voudrait dire que les Américains vont chercher à accroître leurs capacités de pénétration du réseau adverse, lequel a par ailleurs renforcé sa valeur défensive.

L'intention proclamée par Reagan a peut-être aussi pour fonction d'aborder la négociation avec Gorbatchev en position de force. C'est cependant se rassurer à bon compte que de ne pas voir qu'elle répond à des réalités bien plus déterminantes.

1/ Elle accuse d'abord l'ambiguïté de l'I.D.S.. Pour le secrétaire d'Etat à la Défense, Weinberger, qui a toujours été hostile au traité de Moscou de 1972 interdisant la construction de plus d'un système défensif (missiles anti-balistiques: «A.B.M.»), l'I.D.S. doit doter les Etats-Unis d'un système défensif analogue ou supérieur à celui dont l'U.R.S.S. est partiellement pourvue. En demandant la confirmation du traité A.B.M., les Soviétiques veulent en pratique faire admettre leur interprétation selon laquelle l'utilisation de tech-

La rencontre Schultz Chevarnadze annoncée pour les 19 et 20 septembre aura été précédée de multiples déclarations, pressions, voire provocations qui inaugurent une nouvelle phase des relations entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis. Dans ce climat psychologique bien différent de celui des années 70, à quoi correspondrait une reprise des négociations sur la limitation des armements ?



Reagan-Gorbatchev: du constat d'échec des accords sur la limitation des armements naîtra-t-il une négociation utile ?

nologie d'origine «exotique» (spatiale) ne pourrait être autorisée sauf disposition contraire arrêtée après une nouvelle négociation. Pour Washington, le traité de 1972 ne concerne pas l'I.D.S..

De son côté, le secrétaire d'Etat Schultz, jusqu'alors hostile à toute remise en cause des accords de «maîtrise des armements», a cette fois endossé la décision présidentielle. Elle a, selon lui, l'avantage de mettre l'accent sur le comportement des Soviétiques et

sur le maintien de la crédibilité de la dissuasion. La voie de la «défensive» dans laquelle l'I.D.S. avait paru engager les Etats-Unis demandait un tel rappel des logiques stratégiques élémentaires.

2/ La décision de Reagan manifeste l'insuffisance de l'approche par la «maîtrise des armements» (2) adoptée par les diplomates américains et soviétiques depuis les années 60. Si négociation il doit y avoir (et elle est nécessaire en raison de

l'escalade des dangers), elle ne saurait se limiter à cette question, ce qui fut l'erreur des SALT.

La recherche des certitudes absolues comme l'admission d'incertitudes, dans le domaine de la dissuasion militaire, représentent deux dangers parfaitement symétriques. La difficulté réside moins dans le niveau objectif des arsenaux respectifs que dans l'interprétation subjective que chacun se fait de la stratégie de l'autre.

Les modalités de déclenchement d'un conflit sont plus importantes que les systèmes d'armes dont chacun dispose (même si les deux questions ne peuvent en pratique être dissociées). Comme disait Jacques Bainville, «la limitation des armements n'a de sens que si on l'examine par rapport aux réalités politiques. Ce qui importe, c'est de prévoir les conditions dans lesquelles une guerre pourrait avoir lieu». La nouvelle attitude américaine permettra-t-elle cette approche nécessaire pour les nouvelles négociations ?

Un accord durable de «maîtrise des armements» (*arms control*) supposerait en effet éclaircir ces préalables psychologiques qui occupent une telle place dans le déclenchement des conflits. La croyance en la guerre-éclair, le système des «blocs», la lutte contre le terrorisme, nous ramenant étrangement à 1914, on ne saurait trop souhaiter de tels éclaircissements.

Mais, une fois de plus, la capacité à négocier des deux grands apparaît bien faible au regard de l'enjeu.

Yves LA MARCK

(1) SALT I (Strategic Arms Limitations Talks) : 1969-1974 - SALT II : 1975-1979.

(2) «Ronald, Fritz et Andrei», «Royaliste» n°413 (pour l'élection présidentielle de novembre 1984).

La rencontre d'Ifrane Israël entre Maghreb et Machrek

En recevant, les 22 et 23 juillet, le premier ministre israélien dans son palais d'Ifrane, le roi Hassan II a démontré une nouvelle fois qu'il était non seulement un homme de courage mais un visionnaire.

Sa démarche peut être comparée à cet égard à la visite de Jean-Paul II le 16 août 1985 («Royaliste» n°441). Comme celle-ci, la rencontre d'Ifrane a laissé silencieux la plupart des autres chefs d'Etat arabes (en exceptant la réaction syro-libyenne qui devait entraîner la rupture de l'union entre la Libye et le Maroc: péripétie qu'il faudrait analyser à part). Ce quasi-silence s'explique par le fait que la période est critique à deux titres.

1/ On est d'abord à la veille de la rotation en Israël. Au terme de l'accord de gouvernement conclu il y a deux ans, M. Pérès va céder la place au Likoud dès le mois d'octobre. Sera-ce le feu vert pour la droite extrême en Israël, qui prône le regroupement de tous les Palestiniens en Transjordanie, promis alors au statut de nouveau Liban ?

2/ Ensuite, les dirigeants arabes sont plus divisés que jamais, ils ont atteint, selon Hassan II, «un rare degré d'irresponsabilité». Certains, ajoute-t-il, s'oublient jusqu'à soutenir l'Iran. Là est le cœur du problème. Le roi sait ce que signifierait la défaite de l'Irak.

Le roi Hussein de Jordanie n'est pas moins conscient du double péril. Du fait de sa position géographique, sa stratégie ne peut être que celle qu'il suit avec brio depuis 34 ans qu'il est au pouvoir: royale, c'est-à-dire ordonnée à la survie de sa dynastie. Il sait qu'il est trop faible pour se défendre sur plusieurs fronts à la fois: Syrie, O.L.P., intégrisme, Israël. Appuyé à la Syrie, il a bridé les Frères musulmans. Se préparant à faire

face à un cabinet israélien où Shamir et Sharon seront en position de force, il a pris ses précautions côté O.L.P. en fermant, le 7 juillet, la plupart de ses bureaux à Amman. Le recours à de telles mesures conservatoires, qui lui ont jusqu'ici toujours réussi, ne se conçoit toutefois que si les grands problèmes de la région demeurent contenus à l'intérieur de certaines limites. L'acte du monarque alaouite le rappelle utilement à l'égoïsme sacré de dynastie hachémite.

Israël et la Jordanie ne se disputent pas seulement une «terra nullius». Au leitmotiv de Hussein: la paix en échange des territoires, Hassan II répond: «Ce n'est pas tant le



sol, même occupé, qui me préoccupe. C'est l'homme qui doit endurer l'occupation qui est l'objet de mon souci.» Et encore: «Le territoire ne change pas, mais le caractère essentiel de l'homme, lui, peut s'altérer». Israël doit se préoccuper des aspirations humaines en Cisjordanie et à Gaza, sinon la pression deviendra trop forte. Et de suggérer que l'on reconnaisse l'O.L.P. comme interlocuteur ainsi que le droit à l'autodétermination des Palestiniens.

Israël préfère bien entendu celui qui expulse l'O.L.P. à celui qui vient lui rappeler son existence ! Mais Hassan II est un des rares à avoir tiré toutes les conséquences du fait qu'Israël tient entre ses mains toutes les clefs d'une solution. Dans son discours télévisé, il a évoqué l'époque où les Marocains sous domination française étaient passés experts dans l'interprétation de la politique intérieure de la France. Comme Marocain il a bien vu le poids que représentait pour Pérès l'électorat juif marocain (400.000 ressortissants sur 3,5 millions). Si une fraction de ce bloc, jusqu'à présent acquis au Likoud parce qu'humilié par l'establishment juif askénaze des fondateurs travaillistes, pouvait être décidé à se désolidariser des projets du «Grand Israël», s'il choisissait la voie d'une coexistence judéo-arabe telle que celle, dont ils gardent de bons souvenirs, au temps du Maroc de Mohamed V puis d'Hassan, une toute petite chance d'évolution pacifique du problème palestinien existerait, en dépit de la prochaine rotation des portefeuilles ministériels.

Mais l'expérience marocaine est-elle exportable au Machrek ?

Y. L.M.



SOMMAIRE DU NUMERO 13

- Entretien avec Georges DUMEZIL

- Georges Dumézil et l'imaginaire indo-européen par Yves CHALAS

- Un portrait de Georges Dumézil par Philippe DELORME

- A quoi sert le «Figaro Magazine» ? par Emmanuel MOUSSET

- René Girard, lecteur de Hamlet

- Lettres étrangères : Mario Vargas Llosa par François GERLOTTO

- Chemins du monde : Nigéria : le mal aimé ? par François et Isabelle MARCILHAC

- Les raisons du succès de Jacques Bainville par Igor MITROFANOFF

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE COMMANDE

NOM :

Prénom :

Adresse :

☐ s'abonne à «Cité» à compter du numéro 13 (abonnement 4 numéros 125 F)

☐ commande le numéro de «Cité» numéro 13 (le numéro 35 F)

Règlement à l'ordre de «Cité» CCP Paris 23 982 63 N

Michel Serres :

A la recher

Royaliste: Qu'est-ce qui vous a amené à écrire les « Cinq sens » ?

Michel Serres: Un des phénomènes les plus notables de notre civilisation pourrait être nommé l'excès de langage. Nous avons beaucoup tendance, nous qui vivons dans les villes sous le régime de l'écriture, à confondre les mots et les choses. Nous sommes dans une civilisation toute bruisante de communication et ce bruit de fond, de sens et de langage nous amène à perdre contact avec les choses elles-mêmes.

Or ce phénomène de civilisation retentit de façon brillante dans l'histoire récente de la philosophie. Depuis plus de cinquante ans, les philosophes ne parlent plus que du langage. En dépit des oppositions extérieures, toutes les écoles, qu'elles soient d'empirisme logique, comme en Angleterre ou aux Etats-Unis, qu'elles soient phénoménologique comme en Allemagne ou existentialiste comme en France, ont pour sujet commun le langage. A tel point qu'on ne parle plus du sujet de la pensée comme on le faisait autrefois. On ne parle plus de l'inconscient mais du langage. On ne parle plus du fait mais de la manière de le dire ou de l'écrire. On parle de la voix, de l'écriture. On parle du parler, mais on ne parle plus des choses.

Royaliste: C'est donc en réaction contre cette philosophie dominante que vous avez écrit votre livre ?

Une série d'émissions de radio avec Jacques Chancel qu'il consacra aux cinq sens au printemps dernier, comme sa conférence lors d'un de nos mercredis de la N.A.R, nous ont révélé que Michel Serres était un merveilleux diseur. Il est aussi un écrivain de talent et un éditeur courageux. Le voici pourtant qui s'empporte contre le verbe et ses excès, car son souci initial de philosophe est de toucher la vérité des choses. Il évoque pour nous ses - vains - efforts pour échapper aux pièges du langage.

Michel Serres: Oui, et pour vous persuader de la validité de ce que j'avance, je vous citerai un exemple. Un peu après la guerre a paru un livre de Merleau-Ponty intitulé « Philosophie de la perception » et dont la première phrase est, si j'ai bonne mémoire, « lorsqu'on

veut analyser la perception on tombe tout d'abord sur le mot perception ». Comme si pour lui le problème de sentir se résolvait d'abord dans la question du sens à donner au mot sensation. Et quand on lit son livre, fort savant par ailleurs, on s'aperçoit qu'en fait de sensation on y trouve la vague couleur rouge d'un tapis qu'il a sous les pieds, une sorte d'arbre qu'il voit à travers la fenêtre, mais il n'y a jamais la présence de la chair du monde. La philosophie avait perdu le monde, elle était entrée dans une sorte de vague abstraction, y étant conduite par ce phénomène de civilisation que j'évoquais tout à l'heure, mais aussi par une autre force...

Quand je passe à proximité de la gare de Lyon je suis frappé par une immense publicité

violemment illuminée la nuit et vantant les mérites d'une compagnie qui s'appelle « Control Data ». C'est une publicité pour une banque de données, un organisme qui stocke et vend des informations de toutes natures. Ainsi des données s'achètent et se vendent... N'est-ce pas paradoxal ? Ceci m'intéresse parce que lorsqu'on traite de la sensation on traite de données sensibles. Celles-ci sont appelées « données » parce qu'elles sont gratuites. Personne n'a encore osé nous vendre les odeurs de l'air que nous respirons, ni la sensation que nous avons lorsqu'on caresse la tête d'un petit enfant ou lorsque nous touchons la laine de notre pull-over... Cela arrivera peut-être un jour. Je note que déjà des « données » sont

Un livre d'avant l'Annonciation, c'est-à-dire d'avant le langage...



che du réel

commercialisables à partir du moment où elles ont été traduites des sens vers le langage...

Vous connaissez la première phrase de l'Annonciation faite par l'Ange à Marie: «Je vous salue Marie, pleine de grâce». On peut s'imaginer que «grâce» signifie charme, aménité, beauté, ce mot désignera les dons de Marie, de son corps, sa chair, son corps sensible. Mais l'Ange annonce à Marie qu'elle va mettre au monde un enfant qui sera pour nous, puisque nous appartenons à l'ère chrétienne, l'incarnation du Verbe. La saluant «pleine de grâce», avant qu'elle ne soit enceinte de ce Verbe, l'Ange ne distingue-t-il pas ainsi deux états de cette femme, de son ventre: l'état d'avant le langage où il existe quelque chose comme la gratuité, et l'état «plein de langage»? Si donc la philosophie actuelle est une philosophie du langage, et bien mon livre sera le livre «d'avant l'Annonce».

Royaliste: Est-il possible de parler des «sensations gratuites» du toucher, du goût, des odeurs, des couleurs... d'avant la naissance du langage?

Michel Serres: Le pari de mon livre, pari perdu d'avance bien entendu, consistait à me mettre devant les expériences les plus simples et à tenter de les décrire tout comme si je vivais à une période très ancienne ou nous n'aurions pas eu le langage... J'ai essayé de parler d'avant que l'Ange ne soit venu. Que se passait-il dans notre corps avant que nous ne devenions des hommes, et ce uniquement parce que nous savons parler? N'y a-t-il pas là quelque chose comme une fabuleuse antiquité que de temps en temps nous retrouvons parce que nous sommes surpris par une odeur, une saveur, un son, une nuance...?

C'est un pari perdu parce que la philosophie contemporaine, surtout celle que nous importons des Etats-Unis, nous dit que le «donné» n'est donné que par le langage. C'est dire que si vous regardez la couleur bleu du ciel, elle vous parvient bleue parce que vous connaissez le mot «bleu». Si d'aventure vous étiez dépourvu de ce terme, vous ne percevriez pas le bleu. Et, dans la plupart des cas, je crois que c'est vrai. Mais j'ai voulu lutter et retrouver ce moment de gratuité dont je vous parlais, j'ai voulu me placer sur ce terrain d'avant le langage... en écrivant un livre! Pour gagner mon pari j'aurais dû ne pas l'écrire.

Néanmoins, il y a un point sur lequel je me trouve gagnant. Quand j'opère une classification des odeurs, des plus fortes au plus douces. J'ai beaucoup travaillé pour y parvenir et je me suis aperçu qu'il n'y a pas de mots pour dire les odeurs. On dit une odeur de prune, une odeur de reine-claude, une odeur de reine-claude à maturité, de reine-claude un peu mûre, un peu blette... Il y a des odeurs très, très précises, mais que l'on ne peut pas nommer, que l'on doit se contenter de décrire d'autant mieux que l'on a l'odorat sensible. Mais l'odeur n'a pas de nom propre. Par conséquent, la philosophie qui veut que les données viennent du langage est sur ce point perdante.

Autrefois on disait toujours en classe de philosophie qu'il fallait commencer par les cinq sens. Aujourd'hui on ne le fait plus parce que les professeurs ne savent plus le faire.

J'ai toujours été frappé par le fait que les tentatives des peintres impressionnistes pour rendre les effets de lumière n'ont pas eu de correspondances dans la philosophie. On re-

trouvait dans l'impressionnisme la couleur forme, la couleur idée, la couleur théorie. C'était une libération par rapport à la philosophie. Un même mouvement anime la musique de cette époque. Mais si on excepte certains textes de Bergson, la philosophie reste à l'écart. La philosophie de la perception est alors celle d'Alain ou de gens plutôt intellectuelistes. J'estime que lorsqu'on parle de sensation, mieux vaut une épithète de Colette que cent pages de description d'un phénoménologue.

Royaliste: On en revient à cet excès de langage qui fait perdre le contact avec les réalités.

Michel Serres: Pour approcher le vrai, j'ai personnellement été forcé de faire oeuvre littéraire, car la tradition de la sensation prise comme telle est absente en philosophie. Si on étudie «La statue» de Condillac, on s'aperçoit que ce bon sensualiste construit de la connaissance à partir d'éléments de sensations qui restent fortement limités. Qu'est-ce que l'odeur de la rose quand on peut trouver vingt-cinq variétés de roses? Quand mon approche littéraire m'a été reprochée par des philosophes, j'ai toujours répondu que seule la philosophie m'avait appris que la littérature était plus profonde que la philosophie.

Royaliste: C'est une opinion que l'on peut déjà trouver chez Montaigne.

Michel Serres: Et chez presque tous les philosophes de langue française chez qui on trouve - ce pour quoi ils sont un peu méprisés aujourd'hui - le souci d'être proches de la littérature. Cette intersection de la philosophie et de la littérature caractérise notre tradition intellectuelle: Voltaire, Diderot ou Montesquieu sont des philosophes faisant oeuvre

littéraire, Balzac et Vigny ont donné des études ou poèmes philosophiques...

Royaliste: Comment expliquer cette particularité de la tradition française?

Michel Serres: Je n'ai pas d'hypothèse, mais je peux en inventer une qui ne soit pas abstraite. Je dis souvent à mes amis anglais: quand j'écris en français, je patine sur un lac gelé, tandis que lorsque vous écrivez en anglais vous tenez un bateau sur une mer démontée... Par conséquent vous avez pour but d'être rigoureux si vous écrivez en philosophie parce que votre langue ne vous y porte pas. Alors que nous, Français, nous sommes dans la logique car notre langue est abstraite et pauvre. Donc nous tendons vers la littérature. Voilà une hypothèse qui me paraît séduisante, et cela doit être vrai en plus!

propos recueillis
lors d'une conférence
aux mercredis de la N.A.R.
par Patrice Le Roué et publiés
sous notre seule responsabilité.

Michel Serres

Titulaire de la chaire d'Histoire des Sciences à la Sorbonne, professeur à l'Université de Stanford, Michel Serres a pris place, par l'ampleur et la force de son oeuvre, parmi les grands philosophes français d'aujourd'hui. Il est le maître d'oeuvre de l'entreprise gigantesque que constitue l'édition du «corpus des oeuvres de philosophie en langue française» chez Fayard.

Son dernier livre, «Les cinq sens», (Grasset, prix franco: 124 F) a reçu le Prix Médicis de l'essai.

Parmi ses livres plus anciens sont actuellement disponibles: «Hermès, 1. La communication» (Seuil-Point, prix franco: 38 F), «Esthétique sur Carpaccio» (Le Livre de Poche: 29 F), «Détachement», (Flammarion: 79 F).

Contemporain

Ariès ou la liberté de l'esprit

Ariès est un historien singulier : il ne souhaite pas bâtir un système théorique et froid, mais transmettre sa propre émotion de l'Histoire.

Désormais, l'Histoire cesse d'être une science sereine et indifférente. Elle s'ouvre au souci contemporain dont elle est une expression. Elle n'est plus seulement une technique de spécialiste, mais elle devient une manière d'être dans le temps de l'homme moderne.

Ces quelques lignes, dont on remarquera au passage la sobriété de style, résumant admirablement la pensée qui sous-tend l'ensemble de l'œuvre de Philippe Ariès. On peut remercier les éditions du Seuil d'avoir réimprimé *Le temps de l'Histoire**, ce recueil d'essais, depuis longtemps introuvable, où se révélaient les bases de la démarche historique d'Ariès.

Celui-ci écrit : « *L'engagement de l'homme dans l'Histoire est tel qu'il n'y a plus d'autonomie, ni d'idée d'autonomie, mais le sentiment très net d'une coïncidence ou d'un refus entre son destin personnel et le devenir de son temps* ». C'est à une histoire engagée que nous convie Philippe Ariès, mais non point au sens où elle illustrerait une théorie du devenir, plutôt en ce qu'elle serait une mise en forme du dialogue de l'homme avec le monde, avec son monde. Peut-être pose-t-il ainsi les jalons laïcs d'un traditionalisme authentique ? Cette question n'excède en rien la pensée d'Ariès, elle nous semble au contraire aller à la rencontre de son souci.

Ariès est historien et royaliste, mais il n'est pas historien royaliste. Dans le premier essai de ce recueil, il nous parle de

lui, de son entourage, il nous raconte son éveil à l'Histoire. A la tendresse des souvenirs, s'ajoute sans lourdeur l'intérêt sociologique. Dans son milieu, bourgeois, les hommes étaient républicains, mais les femmes conservaient en leur cœur la nostalgie de l'Ancien Régime.



Philippe Ariès, historien et royaliste.

Et ce sont les femmes qui parlent aux enfants, au travers des légendes d'antan et des récits enjolivés. Là est la source de son royalisme, bien plus que dans la rigueur dogmatique du maurrassisme ; là est aussi la source de son intérêt pour l'Histoire, bien plus que dans les cours arides de l'ensei-

gnement. Mais de cette source commune, il ne naît pas deux théories qui se répondent, deux théories qui se justifient l'une par l'autre. Les richesses de l'Histoire débordent toujours les réductions du Politique, et c'est pour cela qu'Ariès n'est pas un historien royaliste.

Il ne l'est tellement pas, qu'il consacre un essai à dénoncer les impostures de l'historicisme conservateur mis en honneur par Bainville. Cette attaque lui valut une polémique avec les maurrassiens de l'après-guerre, dont Roger Chartier se fait l'écho dans la préface. Pour Ariès, les historiens conservateurs, comme d'ailleurs les historiens marxistes, détruisent la substance vivante de l'Histoire en la réduisant à une mécanique bien réglée, parfaitement répétitive. C'est qu'ils veulent que l'Histoire soit donneuse de leçons, et si possible de leçons justifiant leurs théories présentes, d'où les lacunes organisées ou pour le moins des visions très partielles. A ces méthodologies intéressées, Philippe Ariès préfère la « Nouvelle Histoire » issue de l'école des « Annales ». Elle lui paraît plus respectueuse de la richesse féconde de l'Histoire. Mais il ne renonce pas pour autant à son royalisme. C'est là que s'originent son sens de la fidélité et son profond respect de la dignité humaine. Sans doute est-ce aussi pour lui un sursaut nécessaire pour que l'Histoire s'écrive encore par la liberté des hommes, et non par la dictature des choses.

Avec Ariès, la pensée française a perdu un esprit original et libre.

Patrick PIERRAN

* Philippe Ariès - « *Le temps de l'Histoire* » - Le Seuil, 255 p., 99 F franco.

Parmi les publications de la N.A.R. le « Lys Rouge » occupe une place à part. Il n'exprime aucun point de vue officiel et se veut un lieu de libre débat. Bien que marginal le « Lys Rouge » s'affirme cependant comme un instrument essentiel à la compréhension du royalisme d'aujourd'hui.

SOMMAIRE DU NUMERO 31

- A Propos de Maurras. Discussion : peut-on être maurrassien et militant de la NAR ? , par Yves Lemaignen.
- Ces « royalistes » qui nous gouvernent... Quelques éléments biographiques sur le passé ou l'environnement familial royaliste de 4 ministres actuels : François Léotard, Hervé de Charette, Philippe de Villiers, Jacques Douffiagues.
- Extraits du journal des lycéens royalistes des années 57-58 : « Le Combat national ».
- Moon, une secte politique, compte-rendu critique du livre de J.-F. Boyer sur « L'empire Moon » (La Découverte, 1986)
- René Rémond parle de Jacques Bainville, compte-rendu d'une émission sur France-Culture
- Une nouvelle étude sur Jacques Bainville : bonnes feuilles du livre à paraître, « Jacques Bainville, l'histoire au service d'une cause ».
- Revue de presse : Message de la résistance afghane à l'ancien roi - Jean Dutourd monarchiste de nostalgie.

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

NOM et adresse :

☐ s'abonne au « Lys rouge » à compter du n°31 (un an, 4 numéros, 50 F)

☐ commande le « Lys Rouge » n°31 (20 F franco)

Règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris.

L'avenir des intellectuels



Gérard Leclerc

Thème inépuisable que celui-là, toujours à reprendre, à réexaminer, agréable - il faut bien le reconnaître - à ceux qui font profession de penser. Agréable ? Si du moins on s'obstine à reconnaître la valeur éminente de l'intelligence et de son magistère étendu à toute la vie sociale. Or, c'est ce qui est en cause cette saison-ci. Paul Yonnet, dans un numéro de juin du «Nouvel Observateur», mettait les pieds dans le plat, en rappelant l'itinéraire de Sartre, dominateur d'abord superbe, pour finir en clown triste sur son tonneau de Billancourt, avec in fine le cliché internationalement célèbre: «Aron, Sartre, Glucksmann, trois intellectuels d'accord sur rien, mais trois hommes que réunit le soutien à l'opération Un bateau pour le Vietnam. L'illustration que le «bien penser» n'a plus rien à faire avec le «bien être» dans la civilisation des hommes, n'est d'aucune importance pour l'humanisation des attitudes et des sociétés. La preuve en d'autres termes d'une certaine inutilité des intellectuels».

On pourrait objecter à Paul Yonnet que le bien penser ne déchoit pas à se mettre au service du bien être et qu'en mettant leur prestige au service de la cause des naufragés de la mer les intellectuels se convertissent à leur véritable objet, qui est le vrai bien des hommes par-delà tous les parcours idéologiques. L'inutilité des idéologies ne démontre pas l'inutilité des intellectuels surtout lorsqu'ils consentent à ne pas déraisonner. Mais on ne peut esquiver aussi facilement son petit apologue, car la propension des intellectuels à délirer politiquement demeure un sujet de réflexion sérieux, irritant, mais aussi «incontournable». Il faudrait le reprendre à ses origines, ce qui serait trop ambitieux pour cette brève réflexion. Esquissions pour autant quelques traits pour apercevoir l'enjeu du débat.

LA FATALITE DES SOCIÉTÉS DE PENSÉE

Entre Maurras et Tocqueville, il y a au moins un point d'accord: la révolution française marque l'avènement d'une nouvelle race d'intellectuels - gardons le mot en dépit de son anachronisme et du fait qu'il est étranger à l'un et à l'autre. D'une certaine façon, la république des lettres prend le pouvoir. Mais cet avènement suppose un assez radical changement de son statut et de sa fonction. Hier dévolue au service de l'esprit pur, la voilà vouée au service de la cité dont elle définit les institutions, les ambitions et les rêves. On peut regretter cette évolution, comme l'auteur de L'avenir de l'Intelligence, ou s'en féliciter à la suite de ceux qui pensent qu'elle était indispensable au progrès de la démocratie, on butte malgré tout devant la complexité du phénomène. Ce ne sont plus les seuls écrivains, princes de l'esprit, qui participent au mouvement, mais un vaste conglomerat: celui des sociétés de pensée.

En ce sens, le mouvement paraît peu réversible, puisqu'il n'est que la conséquence d'une aspiration de plus en plus grande à participer aux choses de la cité. L'adhésion aux sociétés maçonniques, aux clubs correspond à une tendance sociale incompressible. Par ailleurs, le processus politique ainsi engendré apparaît, au moins dans une première phase, catastrophique. C'est le mérite incontestable d'Augustin Cochin de l'avoir démontré en mettant en évidence la logique imperturbable qui mène les sociétés de pensée de 1789 au gouvernement de la Terreur de 1793. C'est celui de François Furet d'avoir réaffirmé la pertinence de son analyse alors qu'elle était oubliée ou diffamée (c'est-à-dire ramenée à la fable du complot maçonnique). Pour dire les choses rapidement: il y a une propension fatale des sociétés de pensée, liée à leur nature, à produire l'utopie et du même coup les solutions violentes qui

seules peuvent faire passer le modèle dans la réalité.

Les grands libéraux du XIX^{ème} siècle qui saisissent bien à la fois la nécessité de la démocratie (au sens tocquevillien) et ses dangers, tenteront de définir des formes de participation populaire qui font l'économie des dérives totalitaires. C'est en particulier le mérite de Guizot avec sa théorie capacitaire qui consiste à trouver à l'Etat (monarchique) l'appui des classes éclairées et des hommes capables. La mesure des capacités est liée à un statut social et non à l'appartenance à une intelligentsia. L'un des risques d'une telle solution est sans doute d'évacuer l'intelligence - au sens fort - du champ social avec ses soucis «nobles» pour aboutir à la cité des producteurs, de type saint-simonien, avec la perte du royaume des fins.

Mais cette fonction de l'intelligence, elle aussi, est incompressible. D'ailleurs, elle subsiste, par-delà les sociétés de pensée. Les grands écrivains du XIX^{ème} siècle comme Lamartine et Hugo participent à la vie publique, tout en la surplombant du haut de leur génie. L'affaire Dreyfus définira un nouveau rôle aux intellectuels qui se départageront selon qu'ils veulent servir une idée de la Justice ou une idée de la Nation (Péguy voulant les servir toutes les deux). La pente fatale qui les conduit à produire de l'idéologie n'est pas exorcisée pour autant. On le verra bien avec les deux grandes fascinations perverses et démoniaques du bolchevisme et du fascisme.

DE L'INUTILITE DES INTELLECTUELS

C'est que les mécanismes propres aux sociétés de pensée et aux idéologues ne changent pas. Sartre continue la tradition. Ses fascinations l'inscrivent dans l'univers de la schizophrénie sociale. Il est difficile de s'en sortir. Pour se déprendre du marxisme, il aura fallu vingt ou trente ans à notre intelligentsia. Une fascination succède à une autre. Aussi ne peut-on boudier sa chance, lorsqu'il semble que l'on parvienne à une pause, qu'on annonce ici ou là la grande lessive des idées. A condition, bien sûr, de ne pas gâcher la marchandise à force de détergents.

Car, pour revenir à l'apologue de Paul Yonnet, je serais tenté de faire l'éloge de l'inutilité des intellectuels, qui pourrait bien constituer justement leur utilité. Sans doute est-il nécessaire de revenir à une séparation des tâches qui n'aboutit pas à rendre, par exemple, étrangers politiques et intellectuels, mais à les rendre complémentaires. Le retrait convient à ceux qui mènent une réflexion désintéressée pour éviter les passions inutiles (car il en est d'utiles). Les hommes de pensée doivent retrouver leurs domaines et y travailler selon leurs disciplines et leurs éthiques propres. Le social lui-même est justiciable de disciplines qui, loin de le mythifier, l'éclairent. Il me semble que des progrès sérieux ont été faits ces dernières années dans cette direction.

Enfin, le retrait de l'intelligence doit servir en dernière instance le royaume des fins. Or, il me semble que c'est l'intelligence qui dans une acception très haute doit être gardienne de ce qui touche à l'ineffable de la condition humaine. Encore faut-il que cette intelligence soit à la hauteur de ses prétentions et, sous prétexte de critique, n'aille pas gâcher ce qu'elle a mission de défendre. A l'heure où les progrès de la conquête scientifique remettent l'homme de plus en plus à la puissance de l'homme, la trahison des clercs pourrait bien être la plus grande des catastrophes possibles.

Gérard LECLERC

Nuit Magique Catherine Lara

Catherine Lara sera à l'Olympia du 26 septembre au 4 octobre. Les «fans» s'enthousiasment....

La biographie de Catherine Lara est singulière. Ce n'est qu'après vingt ans de violon classique (premier prix du conservatoire de Paris) qu'elle se décide à se lancer dans la chanson: ses premières oeuvres discographiques en porteront d'ailleurs une trace incontestable, qui surprend à l'époque. En 1979, dans «Les Orties», Catherine chante son évolution: *«J'avais l'âge de raison/ Sans une ride d'expression/ J'avais tout d'une vieille âme/ Mais j'étais pas une femme à vingt ans./ J'ai mis plus de trente ans/ A redevenir l'enfant/ Qui carressait les orties/ Pour épater la galerie... en riant.»*

De grands auteurs, et non de simples paroliers se pressent à sa porte. La rythmique, honnie dans le milieu classique, achève de révéler la spontanéité volcanique de Catherine Lara. Balançant entre une musicalité anglo-saxonne et une sensibilité textuelle latine, comme son amie Diane Dufresne, elle nous donnera une bonne quinzaine de 33 tours. Françoise hardy, Barbara et Annie Girardot l'interprètent, William Sheller lui dédie une chanson, pendant que Jack Lang s'enivre à ses concerts.

En 1983, elle découvre Elisabeth Anaïs, auteur prodigieux qui, donnant une dimension charnelle à la violoniste sensuelle, façonnera Lara-passion, *«les yeux brillants, le ventre avide/ Je froisse le sol sur vos empreintes/ Les dents serrées, la bouche humide/ Tellement besoin de votre étreinte.»*

La même année, entourée par une formation électrique de musiciens de jazz, la poésie rockmantine de C. Lara éclate dans une tournée dont on ne voit plus la fin. Sa force vulnérable laisse les critiques abasourdis: «Libération» et «La Tribune de Genève» notent alors respectivement que «Lara sur les planches, pour tout dire, c'est le trouble des sens (...) affutage des fantasmes garantis» et «son formidable spectacle est nature et mature (...) Lara va furie heureuse aux limites de sa



Photo J. JACOB

La «rockeuse de diamant». musique, à l'extrême de ses capacités vocales, aux confins de l'amour dévorant qui l'habite (...) Et la salle répond, hurle, glousse, bat la mesure, se laisse violer, en est heureuse.» Par les passions qu'elles inspirent, certains comparent Lara à Edith Piaf. Dépasserons-nous les limites de «fanatisme» permis en nous demandant si cette dernière mérite un tel hommage posthume ?

Jean JACOB

In Memoriam Le Duc de Castries

Il se destinait à la carrière diplomatique et avait fait des études dans ce sens. Doit-on se désoler de ce que 1940 l'obligeât à l'inactivité ? Certes non.

Car, l'Histoire n'est jamais une parente très éloignée lorsqu'on appartient à une famille prestigieuse comme celle des Castries. Pour s'occuper, il eut d'abord un regard distrait, puis intéressé, enfin très intéressé sur les vieux papiers familiaux qui s'avéraient être aussi des pages de l'Histoire de France.

Ainsi, le duc de Castries est-il entré en la demeure de la muse Clio. Il en est ressorti pour l'éternité ce mois de juillet, après lui avoir consacré une grande partie de sa vie.

L'oeuvre qu'il nous laisse est abondante et bénéficie d'un style prenant que l'auteur avait acquis dans le roman (il en publia trois, avec des titres qui rappellent Alphonse de Châteaubriant et Pierre Benoît).

Le Maréchal de Castries est son premier ouvrage historique: c'est un portrait tout à fait remarquable de cet ancêtre qui aurait dû succéder à Necker si un certain 14 juillet n'était arrivé. René de Castries s'y révèle excellent biographe, passionné des choses des XVIIIème et XIXème siècles. Suivront Mirabeau ou l'écho du destin, Louis XVIII, La Fayette, Madame du Barry, Madame de Pompadour, etc.

Mais, c'est avec Le testament de la Monarchie que le duc de Castries réalisa son oeuvre maîtresse. Une fresque en cinq volumes qui raconte les destinées de la royauté française de 1774 à 1886. Il y évoque notamment les heurs et malheurs de la monarchie après 1830, les tentatives de réconciliation entre Bourbons et Orléans, la restauration manquée de 1873 et l'exil des Princes en 1886. Dans la préface qu'il a rédigé pour mon



livre, (1) le duc de Castries revient sur les raisons qui l'ont poussé à stopper son étude à 1886.

Elu à l'Académie Française au fauteuil du pasteur Boegner en mai 1972, il décida de léguer à l'Institut son château de Castries. *«J'ai acheté ce château en 1935, mais les Castries y étaient établis depuis 1495»*, aimait-il à dire.

Homme du XVIIIème siècle parce qu'il préférait le travail à la fréquentation des Cercles, le duc de Castries possédait la passion de sa terre et de son château. Il était en quelque sorte, de la même façon que Montherlant se définissait comme le dernier des Romains, l'ultime représentant d'une certaine douceur de vivre héritée du siècle des Lumières.

Marc DESAUBLIAUX

(1) N.D.L.R. L'ouvrage de Marc Desaubliaux, «La fin du Parti royaliste-1889 - 1890» qui était préfacé par le duc de Castries, a reçu en mai dernier le Prix Piccard de l'Académie Française.

Rentrée 86

Que l'enthousiasme des lecteurs soit relayé par leur générosité !

PLAIE D'ARGENT N'EST PAS MORTELLE

Tous nos lecteurs habituels et amis savent combien notre budget est fragile et combien l'équilibre financier de «Royaliste» est précaire. Traditionnellement nous ne «bouclons» pas sans avoir fait appel, à deux reprises, à la générosité de nos lecteurs pendant le cours de l'année. En 1986 nous ne l'avons pas encore fait. En effet, il nous avait semblé prioritaire de laisser nos lecteurs porter leur effort financier sur le soutien à la liste que nous avions présentée aux élections de mars en Maine-et-Loire.

Mais aujourd'hui, il nous faut rattraper ce retard et c'est pourquoi nous lançons, dès ce numéro de rentrée, une souscription pour nous permettre d'aborder les derniers mois de 1986 sans soucis trop graves.

Nos anciens lecteurs savent tous que cet argent, que nous sollicitons auprès de vous, est toujours employé judicieusement. Mais il n'est peut-être pas inutile de rappeler, à l'intention de ceux qui ne découvrent la N.A.R. que depuis peu, que nous avons entrepris depuis quelques années un effort d'équipement important: imprimerie équipée d'une machine offset et d'un laboratoire de photogravure, ordinateur connecté avec une imprimante à laser qui assure la composition du journal, autre ordinateur consacré à la gestion administrative et à la propagande, pour ne citer que les investissements les plus importants.

Alors, sans tarder, nous vous demandons de participer à la souscription que nous ouvrons, d'y participer généreusement, que votre effort financier soit à la mesure des tâches importantes qui nous attendent cette année et à la mesure aussi de l'espoir dont nous sommes porteurs...

Que soient ici déjà remerciés, ceux qui, sans attendre notre appel, ont spontanément envoyé leur don cet été et dont publions ici la première liste.

Yvan AUMONT

POURSUIVEZ

J'ai été très agréablement surpris par la finesse et la rigueur des analyses développées dans votre publication. Je ne peux que vous encourager à poursuivre dans cette voie et à vous tenir éloignés des discours hystérico-infantiles dont les hommes politiques abreuvant leurs partisans.

P.F.
(69) Lamure

BONNE ROUTE

Votre journal est intéressant, sympathique, original. Tout en restant très engagé dans les grands problèmes politiques, économiques, sociaux, moraux, vous devez à mon avis, être très indépendants des excès de la droite et de la gauche, sans aucune exclusive, avec un recul suffisant et un grand sens du concret. J'ai beaucoup d'ambition pour vous. Merci de ce que vous faites et bonne route.

R. B. de L.
(59)

DEPUIS 74

J'ai fait votre connaissance en 1974 lors de la campagne des élections présidentielles, où vous apportiez un ton bien nouveau en politique. Je ne partage pas vos convictions, et cependant je lis régulièrement «Royaliste» où l'on retrouve l'ouverture d'esprit, l'ouverture aux autres, une certaine générosité et le refus du dogmatisme qui, avec le goût du pouvoir et de l'argent, rongent notre vie politique et notre vie de citoyen.

J'aime cette façon de n'être ni de gauche ni de droite, ni du centre, mais d'être simplement ce que l'on a choisi de vivre (...). J'ai lu avec intérêt votre dernier livre. Tout n'y a pas emporté ma conviction. Vos conclusions sont intellectuellement séduisantes, mais êtes-vous sûrs que dans l'histoire des monarchies le monarque n'a jamais été prisonnier des puissances d'argent ou des intérêts privés de tel ou tel

groupe ? En quoi la naissance et l'éducation pourraient-elles faire sans coup férir d'un homme un homme d'Etat tel que vous l'entendez ?

Cela dit je respecte absolument vos convictions, d'abord par attitude personnelle, mais respect rendu inévitable par celui que vous avez des autres et de leur différence. Que la vie en société serait belle si chacun se sentait exister dans sa personne, dans ses pensées et ses croyances, sans avoir besoin pour cela s'exclure celles des autres !

Permettez-moi toutefois d'être sans illusion sur votre mouvement même: les hommes sont trop portés à soutenir ce dont finalement ils espèrent un jour être les plus proches. Mais je crois aussi la gratitude et à l'honnêteté, il me semble en reconstruire un peu plus ici qu'ailleurs, et j'aime bien le petit souffle d'air frais de votre hebdomadaire.

Mme. R.-G.
(69) Villefranche

SOUSCRIPTION (1ère liste)

R.de Boitel 150 F - J.-L. Sarazin 20 F - M. Caron 100 F - M. Genini 45 F - M. Joannelle 20 F - M. Sonck 45 F - Mme Verdonc 236 F - M. Paris 200 F - Mme Ragot 150 F - P. Beauvais 20 F - M. Desaubiaux 20 F - M. Cubille 50 F - M. Bovani 58 F - Mme Dutac 300 F - G. de Vaux 85 F - F. Gerlotto 495 F - Anonyme 300 F - J.-P. Godan 14 F - S. Bianchi 100 F - Mme Fabre de Rieunègre 300 F - J. Beaume 520 F - O. Pfister 50 F - J. Ebstein-Langevin 70 F - J.-M. Gognet 100 F - A. Saint Paul 120 F - A. Bouveret 320 F - J. Helin 410 F - Mme Lacour 60 F - Mme Auboyneau 200 F - Ph. Clavel 120 F - Mme Neuilh 35 F - M. Paris 200 F - M. Bessat 29 F - M. Hedelin 22 F - C. Teissier 70 F - J. Soumagne 220 F.

Total de cette liste 5254 F

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

NOM/Prénom :

Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part :

- Un abonnement d'essai de trois mois à "ROYALISTE"
- Un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris
- Le dernier livre de Bertrand Renouvin "La république au roi dormant"
- Une brochure "Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?"
- Une documentation complète sur la NAR et ses publications

le tout d'une valeur de 180 F pour 90 F seulement

Règlement à l'ordre de "Royaliste", 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, CCP 18 104 06 N Paris

La monarchie implicite



OBSTACLES

Est-ce toujours l'inattendu qui arrive ? Je ne sais, mais la maxime, qui incite à la prudence des analyses et des stratégies, s'applique tout à fait aux institutions de la Vème République. Depuis bientôt trente ans, que de sombres prédictions, toujours démenties par les faits, que d'analyses impeccables mais fausses en tous points ! Cette constitution « bonapartiste » est celle qui a le mieux garanti la démocratie. Ce général « de guerre civile » a réussi, pour la première fois depuis la Révolution, à obtenir une très large adhésion aux principes constitutionnels. Ce régime, dont on a tant répété qu'il ne pouvait pas survivre au départ de son fondateur, a non seulement tenu mais continue de dérouler des conséquences souvent positives, et surprenantes.

PEDAGOGIE

Que ne disait-on pas, il y a quelques mois, sur la « cohabitation » ! Que de déclarations, que d'articles, émanant de la droite barriste et de la gauche antique, tendant à démontrer son impossibilité juridique et pratique... Je me souviens d'un débat organisé l'hiver dernier par la Fondation nationale des Sciences politiques, au cours duquel d'éminents spécialistes avaient démontré, avec des arguments imparables, qu'aucune coexistence ne pouvait être envisagée dans le domaine de la politique étrangère. Quelques semaines ont suffi pour établir la fausseté de telles analyses. Le président de la République a échappé au dilemme entre la soumission et la démission, le « fonctionnement régulier des pouvoirs publics » n'a pas été interrompu, la France continue de parler d'une seule voix, et la crise politique, présentée comme une fatalité, est devenue une menace qui pèse sur les deux têtes du pouvoir exécutif. L'affrontement est aujourd'hui un pari risqué, contraire au principe de la légitimité démocratique et aux dispositions constitutionnelles, et celui qui ne respecterait pas les règles du jeu s'exposerait à un cinglant dé-

saveu. Comme toute bonne constitution, la nôtre a valeur pédagogique pour les hommes qui la vivent et l'appliquent : elle les incite ou les contraint, selon les cas, à dépasser les passions personnelles et idéologiques ainsi que leurs intérêts immédiats.

Cette pédagogie constitutionnelle ne vaut pas seulement pour les chefs d'Etat et de gouvernement. Il ne fait pas de doute aujourd'hui que les institutions gaulliennes ont peu à peu développé chez les Français le désir d'une légitimité, le souci de la continuité, de l'arbitrage et de l'unité. En mars 1986, le succès relatif de Jacques Chirac, la non-défaite des socialistes et la déconvenue de Raymond Barre avait montré que le sentiment « légitimiste » prévalait à droite comme à gauche. La popularité actuelle du président de la République, que personne n'envisageait au printemps, s'explique par l'attachement des Français à l'idée d'un arbitrage que François Mitterrand a jusqu'à présent fort bien assumé. Il faut aussi souligner que l'opinion publique tend à distinguer de plus en plus nettement le gouvernement et les formations politiques, le chef de l'Etat et ses partisans. Avant les élections législatives, la popularité des principaux ministres du gouvernement Fabius contrastait fortement avec la mauvaise image du Parti socialiste. Les derniers sondages publiés montrent maintenant que beaucoup de citoyens font des choix différents selon qu'il s'agit de désigner un président ou des députés.

Une révolution des mentalités est en train de s'accomplir, qui modifiera en profondeur les données du jeu politique. Elle est pour nous un motif de satisfaction puisque nous avons toujours tenu, dans nos analyses et dans nos choix électoraux, à marquer les distinctions citées plus haut : le soutien à François Mitterrand n'implique pas l'alignement sur le Parti socialiste, ni l'inscription à gauche... Ce qui semblait hier relever d'un byzantinisme inacceptable ou d'une inconséquence est en passe de devenir une banalité. Tant mieux.

Ces considérations réconfortantes signifient-elles que la question politique est réglée pour l'essentiel dans notre pays ? Certes non. Les partis de droite et de gauche n'existent que dans la rivalité et souhaitent par conséquent un affrontement net autour d'un pouvoir considéré comme un bloc pyramidal. Il leur faut la présidence, le gouvernement et la majorité de l'Assemblée, ou bien la préparation de la revanche par une opposition pure et dure. Décalés par rapport à l'opinion publique, ils n'en sont pas moins capables de retarder l'évolution prévisible. Aussi, toute question d'étiquette mise à part, le conflit des prochaines années aura lieu entre le souci de légitimité de ceux qui auront saisi l'esprit des institutions et la volonté de puissance des appareils politiques. D'autre part, les institutions actuelles n'éliminent ni le paradoxe de la situation présidentielle (l' élu d'un parti ou d'un camp ne peut jamais devenir l'homme de toute la nation) ni la rivalité entre le Président et le Premier ministre, ce dernier étant toujours un « assassin » en puissance du chef de l'Etat même s'il porte les mêmes couleurs politiques.

Face à ces trois obstacles majeurs à un désir de légitimité, de continuité, d'arbitrage et d'unité qui se généralise, il est nécessaire de conduire à son terme la logique qui est à l'œuvre depuis 1958. Nous avons souvent montré son caractère monarchique, qui se manifeste aujourd'hui de façon implicite. De fait, une monarchie pleine et entière permettrait de clarifier le rôle du chef de l'Etat tout en lui assurant une légitimité plus solide, de préciser les fonctions respectives des deux responsables de l'exécutif en éliminant les causes principales de conflits, de rétablir le Parlement dans son rôle et de sauver les partis que la course à la présidentielle est en train de détruire. L'actualité aidant, c'est ce que nous tenterons de démontrer dans les mois qui viennent.

Bertrand RENOUVIN